



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

VINGTIÈME RAPPORT ANNUEL

(26 avril 1968 - 23 avril 1969)

VOLUME I

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-SEPTIÈME SESSION

NATIONS UNIES

m) Poursuite des études sur la structure sociale et économique et sur ses rapports avec le processus de développement en mettant l'accent sur les aspects qui entravent ce dernier;

n) Amélioration des statistiques et des services de collecte, de traitement et d'exploitation des données, auxquelles fins le secrétariat est chargé d'entreprendre des études et des mesures en vue de la modernisation de ses services;

o) Aspects de la rationalisation et de la modernisation de l'administration publique et adaptation de celle-ci aux exigences du développement;

2. Prie le Secrétariat de demander le concours des institutions spécialisées pour l'exécution des tâches susmentionnées de manière à bénéficier de l'expérience acquise par ces institutions.

131ème séance,
21 avril 1969.

291 (XIII). LA POLITIQUE COMMERCIALE ET SES RAPPORTS
AVEC LA STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant la nécessité de stimuler les exportations des pays latino-américains comme une condition indispensable pour atteindre les objectifs de développement que ces pays pourront se fixer pour la prochaine décennie,

Estimant que les conditions essentielles à cette fin sont notamment :

a) Une action internationale concertée qui garantisse l'exécution effective des divers engagements pris par les pays développés en ce qui concerne la réduction et l'élimination des barrières qui entravent les importations de produits dont l'exportation intéresse les pays en voie de développement, le fait de ne pas imposer de nouvelles restrictions ou de ne pas augmenter celles qui existent déjà et l'amélioration des conditions dans lesquelles se développe le commerce de ces pays;

b) L'accroissement rapide et la diversification des exportations latino-américaines et le développement accéléré des exportations d'articles manufacturés et semi-finis. A cette fin, l'action internationale doit être complétée par des mesures intérieures visant à rationaliser les productions et à promouvoir les industries qui peuvent exporter;

c) L'étude du problème de l'aide alimentaire;

- d) L'écoulement rationnel des excédents et des stocks;
- e) La diversification des marchés;
- f) L'amélioration des conditions du commerce maritime ainsi que de la structure et du montant des taux de fret;
- g) La formulation et l'application de politiques commerciales nationales, dynamiques et souples pour pouvoir les adapter aux conditions de l'évolution du commerce international;
- h) Un programme d'action intensif, complet et systématique en matière de promotion et de financement des exportations latino-américaines à l'échelon national et international;

Réaffirmant l'importance du financement extérieur et de son expansion dans des conditions et selon des modalités qui garantissent la contribution effective dudit financement au développement économique et social des pays latino-américains et, notamment, un accroissement de leur capacité d'exportation,

1. Recommande au secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine d'accorder une attention particulière dans son programme de travail aux activités ci-après :

- a) L'étude des modalités et des mécanismes permettant d'assurer l'exécution effective par les pays développés des divers engagements qu'ils ont pris ou prennent en ce qui concerne leurs relations commerciales avec les pays en voie de développement, compte tenu des activités que poursuivent la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et d'autres organismes internationaux;
- b) L'examen des éléments et des instruments de la politique commerciale des pays latino-américains qui contribuent à stimuler et à diversifier les exportations, notamment à accélérer l'exportation d'articles manufacturés et semi-finis;
- c) L'examen des modalités de l'aide alimentaire;
- d) La révision des mécanismes et la mise au point des systèmes de consultation qui facilitent l'écoulement rationnel des excédents et des stocks;
- e) La détermination des effets des politiques agricoles des pays développés, en particulier des pays de la Communauté économique européenne, sur les exportations latino-américaines, ainsi que l'analyse des moyens de restructurer la production;
- f) L'examen de la façon dont les pays latino-américains s'organisent pour élaborer et appliquer leur politique commerciale, et les services consultatifs à fournir dans ce domaine aux pays qui en font la demande;

g) L'analyse de la situation générale ou des situations particulières, en matière de transports maritimes et terrestres, qui affectent ou déterminent les échanges extérieurs des pays d'Amérique latine ou le développement de leurs flottes marchandes nationales et leur participation à ces échanges, ainsi que l'analyse de l'infrastructure et des systèmes de transports maritimes, terrestres et fluviaux et de leur modernisation;

h) L'étude des relations commerciales avec les pays développés, en s'attachant tout particulièrement à définir les restrictions qui frappent les produits qui présentent un intérêt pour les pays latino-américains;

i) L'étude des modalités concrètes qui favoriseraient l'expansion du commerce avec les autres pays en voie de développement ainsi qu'avec les pays socialistes;

j) L'intensification de ses activités relatives à la promotion des exportations, en étudiant particulièrement les problèmes de l'offre, de la commercialisation et du financement, y compris l'assurance-crédit;

k) La continuation de ses cours réguliers pour former des spécialistes latino-américains en matière de politique commerciale;

l) La poursuite de ses travaux dans le domaine du financement extérieur, notamment en ce qui concerne le volume, les modalités et les conditions de ce financement, et la préparation d'une étude sur les courants de capitaux à destination et en provenance de l'Amérique latine;

m) L'examen des divers aspects de la dépendance technologique des pays en voie de développement à l'égard des pays développés;

2. Demande aux pays développés et à la Communauté économique européenne de mettre à la disposition du **secrétariat** autant de données qu'il leur sera possible de fournir aux fins des études visées à l'alinéa e) du paragraphe 1 de la présente résolution;

3. Suggère que, pour mieux exécuter les activités susmentionnées, le **secrétariat** puisse réunir des consultants et, d'accord avec les gouvernements, constituer et convoquer des réunions d'experts gouvernementaux des pays latino-américains qui s'intéressent aux questions ou aux domaines considérés;

4. Prie le **secrétariat**, en exécutant les travaux susmentionnés, de coordonner son activité avec celle des institutions spécialisées et de demander leur concours s'il le juge nécessaire.

132ème séance,
21 avril 1969.